

IL FAUT ARROSER LES OÛILLETS...



cc: Flickr Bloco Renato Roquo

Confronté à l'offensive du capital financier et aux mesures d'austérité, le Portugal a vu émerger en 1999 un mouvement politique hérité de la Révolution des œillets de 1974. Aujourd'hui, le Bloco soutient de l'extérieur le Parti socialiste au pouvoir pour résister aux injonctions européennes et tenter de promouvoir des politiques sociales justes.

« Grandola vila Morena / Terra da fraternidade... », cette chanson de José Afonso¹ est entrée dans le patrimoine collectif du peuple portugais. Diffusée à la radio le 25 avril 1974, elle fut le signal déclencheur de la révolution des œillets. C'est cette même chanson qui, entonnée dans les galeries du parlement le 15 février 2013 par des manifestants, a interrompu la prise de parole du Premier ministre de l'époque, Passos Coelho avant de devenir, dans la foulée, l'hymne des manifestations contre les politiques d'austérité.

Bloco, le deuxième souffle de la révolution ?

La révolution des œillets de 1974 ne se limitait pas au renversement de la dictature. C'était beaucoup plus. Outre la fin de la colonisation, elle avait aussi ouvert une période fantastique de mobilisation de millions de gens : ouvrières et ouvriers, habitants des quartiers populaires, ouvriers agricoles qui ont occupé les terres abandonnées par les « seigneurs » ... Toutes les luttes étaient dans la rue non seulement pour revendiquer ce que la population avait obtenu dans d'autres pays (salaire minimum, droit de grève, allocations, vacances annuelles...) mais aussi pour le droit au logement

ou pour la nationalisation des banques et des secteurs économiques stratégiques.

Cependant, le 25 novembre 1975 fut comme l'écrivait l'historienne Raquel Varela le jour qui stoppa le processus révolutionnaire au Portugal². Si cette contre-révolution marque le début de la démocratie parlementaire libérale, elle va, dans les dix années qui suivirent, défaire des acquis de la révolution avec la flexibilisation du marché du travail, la contre-réforme agraire ou encore des privatisations. Ces dernières années, les gouvernements successifs vont, sous la pression européenne, imposer de graves mesures d'austérité qui vont provoquer d'importantes vagues d'émigration vers « d'autres cieux » de travailleuses et travailleurs portugais, tout particulièrement des jeunes et des universitaires.

Le Bloco a été fondé en 1999. Il ne constitue ni un cartel ni une fusion. Les affiliations se font de façon directe et individuelle. Même si trois formations politiques³ sont à l'origine du Bloco, celui-ci a voulu être un mouvement politique unitaire capable de résister mais aussi d'engranger des victoires politiques significatives. Ce qui fait la spécificité et la force du Bloco aujourd'hui, c'est sans doute qu'il a décidé que sa

direction politique serait un processus de synthèse de sa pluralité et non un terrain de disputes entre ses groupes fondateurs. Cette pluralité intègre de façon significative des militant-e-s non issus de ces trois formations. Si le Bloco présente des similitudes avec Syriza⁴ et Podemos, il comporte aussi de nombreuses différences, comme l'explique Alda Sousa dans un article écrit pour Contretemps.⁵ Il y a bien sûr des similitudes dans la situation des trois pays, principalement l'offensive du capital financier et les mesures d'austérité. Mais les réalités sociales, l'histoire du mouvement ouvrier ou celle des mouvements sociaux présentent des différences qui expliquent les origines spécifiques ou les chemins suivis dans chacun des pays. En 2009, le Bloco atteignait déjà les 10% lors des élections européennes.

Ce ne sont pas tant les affinités historiques ou idéologiques qui ont été déterminantes pour la création de Bloco mais plutôt une analyse commune de la situation nationale et européenne, du rôle du capitalisme et de l'importance de mouvements sociaux indépendants des appareils politiques. C'est sur ces bases que le Bloco veut combattre et construire une alternative socialiste.

Une conviction partagée par les militants et dirigeants du Bloco est que l'expérience de la Grèce montre que la sortie des politiques d'austérité ne peut s'envisager que par un affrontement contre l'UE et le monde de la finance.

Bloco et mouvements sociaux

Aujourd'hui, l'évocation de l'émergence d'une « nouvelle gauche » et de ses rapports avec les mouvements sociaux est souvent associée à la naissance de Podemos en Espagne, dans la foulée du Mouvement des Indignés. Nous l'avons vu, le Bloco au Portugal a une histoire différente. Cela ne signifie pas qu'il n'a pas de relation avec les mouvements sociaux. Une part significative de ses militants, quelles que soient les générations, participent à des combats citoyens. Mais pour le Bloco, la relation aux mouvements sociaux s'inscrit dans une démarche de soutien à leurs combats sans intention de les contrôler. Pas question non plus pour le Bloco de créer des « mouvements de façade » qui seraient des courroies de transmission du parti en direction de la « société civile ».

Les militants du Bloco sont engagés dans une série de combats et de mouvements auprès des jeunes précaires, des retraités, des féministes ou

encore du mouvement LGTBI. Sans oublier le mouvement syndical, même si la proximité des deux centrales syndicales avec le PS et le PCP (Parti Communiste Portugais) rendent les choses plus compliquées. Le Bloco soutient également les mobilisations écologistes entre autres pour la fermeture de la centrale nucléaire d'Almaraz en Espagne. Pour le Bloco, l'existence et la vie des mouvements sociaux est essentielle pour la démocratie et cruciale pour certains enjeux comme la capacité de résistance aux politiques d'austérité que veut imposer l'UE. Le Bloco estime qu'il a beaucoup à apprendre des mouvements sociaux mais refuse l'approche du PCP plus enclin à contrôler ou utiliser ces mouvements.

Un soutien extérieur

Si le Bloco se distingue tant du PS que du PCP sur une série de questions ou dans des éléments de stratégie, cela ne signifie pas qu'il ne souhaite pas des convergences entre les différentes composantes. Il arrive régulièrement qu'ils soient sur la même longueur d'ondes au Parlement et le PCP participe, aux côtés du Bloco, au groupe GUE/NGL⁶. Lors du référendum sur l'avortement (en 2007) mais aussi à l'occasion des mobilisations citoyennes initiées à partir de 2011, le Bloco a adopté une attitude de soutien alors que dans un premier temps le PCP se distancie des premières manifestations qui étaient organisées par des jeunes n'appartenant pas à une organisation politique. Ces manifestations contre les politiques d'austérité ont mis dans la rue, entre autres en 2012 et 2013, plus d'un million et demi de personnes, en majorité des citoyens non organisés.

Le recul du Parti social-démocrate (droite) lors des élections législatives d'octobre 2015 a permis au Parti Socialiste de revenir au pouvoir avec le soutien du PCP et du Bloco. Mais aucun de ces deux partis ne participe au gouvernement. Il s'agit d'un soutien extérieur destiné à sortir des politiques d'austérité et à promouvoir des mesures socialement et économiquement justes, la récupération des salaires et des retraites étant au cœur des accords que chacun des partis a signés avec le PS.

Ce soutien n'est pas inconditionnel mais cohérent avec les principes de l'accord. C'est ainsi que lorsque le gouvernement a cédé à la pression de la Commission européenne pour vendre une petite banque⁷ au groupe Santander, le PCP et le Bloco ont voté contre cette mesure et le gouvernement socialiste a reçu l'appui de la droite. →

SANS LA RESTRUCTURATION DE LA DETTE, IL EST DONC IMPOSSIBLE DE DÉGAGER DES MARGES EN FAVEUR DE POLITIQUES SOCIALES OU EN VUE DE CRÉATION D'EMPLOIS.

Alda Sousa

→ Les tensions ne manquent pas au sein de la majorité. Même si les dirigeants et militants du Bloco savent que cet accord est sans doute insuffisant, ils ne regrettent pas d'avoir pu le passer et de pouvoir, de cette manière, avoir du poids pour influencer les politiques menées sur le terrain social ou encore sur les questions de la dette et de l'austérité. Le PS ne disposant pas d'une majorité parlementaire, l'appui conjugué et du PCP et du Bloco est indispensable.

Comme nous le précisait Alda Sousa, le changement des conditions sociales n'est pas indépendant du contrôle du système financier. Aujourd'hui, le Portugal paye, en intérêts de la dette, l'équivalent de l'ensemble du budget du Service national de santé. Sans la restructuration de la dette, il est donc impossible de dégager des marges en faveur de politiques sociales ou en vue de création d'emplois. Mais le Bloco a le sentiment que malgré les convergences et son poids électoral supérieur à 10%, il ne dispose pas encore d'un rapport de force politique suffisant pour imposer au PS la renégociation de la dette. Celle-ci est cependant une nécessité pour développer des politiques alternatives.

Ces politiques alternatives sont particulièrement urgentes et nécessaires dans un pays qui connaît un des salaires minima parmi les plus bas de l'UE (505€ en 2015), une précarisation de plus en plus importante des travailleuses et travailleurs⁸, un chômage important (plus de 600.000 personnes), et une émigration tout aussi conséquente.

Les gouvernements successifs, tant PS que PSD, n'ont pas mené des politiques permettant d'inverser la tendance, de rompre avec la spirale de la paupérisation d'une part importante de la population⁹ et de l'accroissement des écarts de richesse.

Le Bloco a donc construit son programme au-

tour de la réduction de la pauvreté et de la précarité par la garantie d'allocations de chômage à tous les sans-emploi, l'augmentation du salaire minimum et du montant des retraites, la réduction du temps de travail à 35 heures ainsi que différentes mesures de justice fiscale et de transparence afin de donner plus de moyens à la sécurité sociale.

Des pas importants ont déjà été faits comme l'augmentation du salaire minimum à raison de 5% par an jusqu'en 2019 ou encore un « tarif social énergie » mis en place en faveur d'un million d'usagers depuis le 1^{er} juillet 2016. Cette dernière mesure est entièrement financée par les sociétés d'électricité. Au début de l'été, il y a eu aussi le retour aux 35 heures pour les agents de la fonction publique.¹⁰

Un test important sera sans doute la discussion du budget 2017 et les risques de pression de la Commission européenne. Comme dit la motion approuvée au dernier Congrès du Bloco au mois de juin dernier, sans une majorité sociale il sera difficile de vaincre l'offensive des institutions européennes et financières.

Si une victoire simultanée des forces de gauche alternative dans différents pays de l'UE donnerait sans aucun doute plus de poids face aux diktats de l'UE, militants et dirigeants du Bloco savent aussi que le rapport de force se construit d'abord dans son propre pays, face aux autres formations politiques, au patronat et à la bourgeoisie, en soutenant les actions des mouvements sociaux sur un maximum de terrains. Mais aussi en solidarité avec les forces politiques et mouvements sociaux européens qui n'acceptent pas les diktats de la CE ou de la BCE.

C'est le chemin qu'a pris le Bloco et il ne compte pas s'arrêter en route...

Paul Blanjean

Le présent article traitant du Bloco Esquerda¹ a pu être rédigé grâce à la précieuse contribution d'Alda Sousa. Née pendant la dictature, Alda Sousa a entamé la résistance au régime de Salazar alors qu'elle était toujours étudiante. Elle a rejoint, en 1975 la Ligue Communiste Internationaliste². Elle a ensuite contribué à la fondation du Bloco, en 1999 et y a exercé différentes fonctions. Elle fut, entre autres, députée européenne de 2012 à 2014.

1. Bloc de Gauche.

2. Section portugaise de la IV^e internationale (trotskiste).

1. José Afonso (1929 - 1987), poète et musicien portugais, enseignant et militant contre la dictature, est l'auteur de cette chanson, écrite initialement en hommage à la Société Musicale Fraternité Ouvrière de la petite ville de Grandola. Elle avait été chantée à l'unisson, le 28 mars 1974, moins d'un mois avant la chute de la dictature, au Colisée de Lisbonne. La police n'a pas eu le temps d'intervenir.

2. Raquel Varela in « Le jour qui stoppa le processus révolutionnaire au Portugal » in « Contretemps » - nov. 2014.

3. Le Bloco est issu de débats et de convergences entre l'UDP, le PSR et POLITICA XXI, une scission du PCP.

4. Le Bloco a cependant pris ses distances avec Syriza depuis que le gouvernement Tsipras a accepté, en 2015, de négocier et d'appliquer les plans d'austérité voulus par la troïka.

5. Alda Sousa : « Le Bloc de Gauche portugais : ni Syriza ni Podemos » in « Contretemps » n° 25 - avril 2015.

6. Le groupe GUE/NGL (Gauche Unie Européenne/Nordic Green Left) regroupe 52 parlementaires européens issus de 19 formations politiques provenant de 14 pays de l'UE. Outre le Bloco et le PCP, on y retrouve, par exemple, les Allemands de Die Linke, les Français du Front de Gauche, les Espagnols de Podemos, les Grecs de Syriza ou les Irlandais du Sinn Féin.

7. La banque BANIF qui avait été sauvée par l'injection de plusieurs milliards versés par l'Etat portugais.

8. On estime que 70% des travailleurs de moins de 30 ans sont en situation de précarité.

9. Le nombre de pauvres dépasse les 2 millions (plus d'un cinquième de la population).

10. Mais cette mesure n'est pas applicable pour les travailleurs qui ont des contrats dits « individuels ».